

Les rapports entre la C.G.T et le Parti Socialiste n'ont jamais été simples, ni forts comme avec la F.E.N par exemple. L'histoire C.G.T – P.S est tourmentée et marquée par des tensions; c'est aussi celle des rendez-vous manqués.

LES ANNEES SOIXANTE

Au début des années soixante, le mouvement ouvrier reste sous le signe de la « glaciation » à gauche: les procès de Moscou, les événements de Hongrie, le rapport Kroutchev d'une part; l'attitude de Guy Mollet avec la guerre d'Algérie et le retour du général de Gaulle d'autre part, restent très prégnants. C'est encore la période où les militants socialistes sont sommés par la S.F.I.O de choisir entre une appartenance à la C.G.T ou à leur parti.

De grandes, mais peu nombreuses, figures syndicales venant de la mouvance socialiste – comme René Duhamel, Livio Mascarello, Jean Schaeffer, Lucien Jayat – s'en détachent et exercent de hautes responsabilités confédérales ou fédérales.

Surtout la C.G.T se voit privée d'une partie importante des salariés, d'appartenance ou de sensibilité socialiste. Réciproquement, pour la S.F.I.O: nombre de militants cégétistes ne viennent pas l'enrichir de leur vécu et de leur vision du monde du travail.

Un léger mouvement s'opère avec l'élection présidentielle de 1965 et la candidature commune de toute la Gauche de François Mitterrand dès le premier tour: c'est surtout vrai avec quelques personnalités de la F.G.D.S mais rien ne bouge du côté de la S.F.I.O

Mais, avec le grand mouvement de mai 1968, c'est un fossé d'incompréhension qui se révèle et se creuse sur fond de manoeuvres politiciennes dans la gauche française. Il faut bien reconnaître que beaucoup à gauche ont craint et ont été dépassés par mai 1968, alors que sous l'impulsion de Georges Séguy, la C.G.T portait audacieusement la bataille des grandes revendications et obtenait de fortes avancées sociales. Dans le même temps, la C.G.T :

- « se marque », en lançant fin mai le mot d'ordre de gouvernement populaire, contre F.Mitterrand et sa conférence de presse manquée.
- ressent – non sans raison – le meeting de Charléty comme tournée contre elle

En tout cas Mai 1968 a certainement été un rendez-vous manqué entre la C.G.T et les socialistes.

LES ANNEES SOIXANTE-DIX

Le début de la décennie 70 est marquée par la constitution et la montée de l'Union de la Gauche autour du Programme Commun, soutenu explicitement par la C.G.T. C'est aussi l'irruption de la C.F.D.T dont les thèmes sont largement repris par le P.S (autogestion, mode de développement, ..) et entretiennent la réticence historique de la C.G.T à l'égard du P.S. En tout cas, le décor change profondément.

L'interdiction d'adhésion à la C.G.T pour les socialistes passe aux oubliettes. De grandes figures socialistes, comme Pierre Joxe, affichent ouvertement leur appartenance et leur référence à la C.G.T.

Une montée de militants socialistes se fait jour dans les instances de la C.G.T.

Elle est visible et même proclamée surtout dans les organes confédéraux, Commission Executive et Bureau Confédéral: J.Claude Laroze (BC), Pierre Carassus (CE), Claude Germon (CE), puis Gérard Gaumé (BC), Pierre Feuilly (CE), Janine Parent (CE), Dinah Caudron (CE)... Elle concerne aussi un petit nombre d'Unions Départementales (Indre et Loire, Gironde, Saône et Loire, ..), de Fédérations (Métallurgie, P.T.T, Agro-alimentaire, Finances,...), d'Unions syndicales (U.G.I.C.T, U.F.I.C.T, ...). De grands syndicats nationaux de la Fonction Publique sont dirigés par des camarades – n'affichant pas pour autant leur appartenance politique – membres du P.S.

Nous sommes dans cette décennie, globalement placée sous le signe de « l'ouverture » (la vraie), voulue par Georges Séguy dont l'objectif est de faire une C.G.T de trois millions d'adhérents, rassemblant donc à tous les niveaux l'ensemble des sensibilités présentes dans le monde du travail.

Cette ouverture n'est cependant pas systématique et générale: nombre d'organisations de la C.G.T restent frileuses ou hostiles. Les principaux dirigeants des FD, des UD et des UL restent choisis parmi ceux en qui on peut avoir « toute confiance ».

Au Parti Socialiste, les adhérents membres ou responsables de la C.G.T restent souvent vus comme des militants « iconoclastes ». Des différences nouvelles se font jour, montrant des préférences ou des réticences envers les organisations syndicales: une aile gauche (Joxe, Laignel, le CERES, ..) vers la C.G.T; l'aile social-démocrate (Mauroy, Rocard, Delors, ..) vers la C.F.D.T; de son côté F.Mitterrand tranche pour le courant U.I.D de la F.E.N. Au niveau des adhérents, les proximités syndicales indiquent une prééminence de la C.F.D.T devant F.O et la C.G.T.

Les relations C.G.T – P.S ont changé mais s'inscrivent encore dans une vision de rapport de forces: la C.G.T est vue au P.S comme ouverte au dialogue avec lui mais aussi comme soutenant systématiquement les propositions du P.C.F.

Au bout, c'est quand même à nouveau un rendez-vous manqué et surtout inachevé qui va se faire sentir lourdement lorsque la gauche rentre une fois encore en turbulence.

LE TOURNANT DES ANNEES 1980

La fin de la décennie 70 est marquée par la rupture de l'Union de la Gauche et l'engagement partisan de la C.G.T. C'est la période du double bras de fer de François Mitterrand:

- avec le P.C.F autour de l'actualisation du programme commun
 - avec Michel Rocard sur l'orientation (alliance à gauche ou au centre) et le leadership du P.S.
- C'est aussi la période du recentrage de la C.F.D.T et de la fin de l'unité d'action C.G.T – C.F.D.T.

La rencontre au sommet entre la C.G.T et le P.S de l'automne 1977 symbolise l'incompréhension et la confrontation entre les deux organisations.

Cette période voit une hémorragie importante des adhérents socialistes de la C.G.T qui sont prêts à comprendre les différences d'approche entre un syndicat et un parti, mais n'admettent pas l'alignement – à leurs yeux – de la C.G.T sur le P.C.F.

Pour faire face à cette situation préjudiciable aux travailleurs et parce qu'il veut donner sa pleine mesure à sa démarche permanente d'unité et d'ouverture, Georges Séguy lance l'immense quarantième congrès de la C.G.T, qui allait pourtant échouer dans les faits ...pour réapparaître vingt ans plus tard et avec la C.G.T d'aujourd'hui.

Toujours est-il que ce congrès, où un deuxième socialiste (G.Gaumé) rejoint J.Cl. Laroze au B.C, aura été un nouveau grand rendez-vous manqué entre la C.G.T et le P.S.

La suite allait prendre la forme de retrouvailles contraintes avec la victoire historique de la Gauche en mai 1981. Les relations vont s'apaiser et se normaliser, surtout avec le gouvernement de Pierre Mauroy (lois Auroux, nationalisations, démocratisation du secteur public, tenue du 42ème congrès de la C.G.T à Lille dont le maire est le premier ministre,...); un autre socialiste – André Deluchat – entre au BC en 1982; mais la synergie nécessaire dans l'indépendance mutuelle entre le pouvoir politique et le mouvement social – comme ce fut le cas avec le Front Populaire – n'existe pas. Là se trouve sans doute la cause principale, pourtant rarement évoquée, des difficultés et des échecs du gouvernement de la Gauche à cette période. Ces difficultés s'accroissent avec le plan de rigueur de 1983, le score décevant de la C.G.T et de la C.F.D.T avec une remontée de F.O. aux élections à la Sécurité sociale, ... et allaient générer de nouvelles tensions, la sortie des ministres communistes du gouvernement et une ligne de repliement de la C.G.T.

EN GUISE DE CONCLUSION

Les rapports de la C.G.T et du P.S entre 1964 et 1982 illustrent bien la dépendance trop forte du syndicalisme au politique qui a caractérisé pendant longtemps l'histoire de notre pays. Ceux entre la CGT et le PCF suivant ses différents congrès (22ème, 23 ème) le sont encore bien plus.

La C.G.T a fini par s'arracher de cette situation mais en ayant perdu entre temps trois-quarts de ses adhérents.

De son côté le P.S, en négligeant ses militants syndicaux de la C.G.T, s'est privé d'une connaissance et d'une expérience incomparables du monde du travail: si bien sûr le P.S se montre preneur du dialogue avec les organisations syndicales, il conçoit – comme d'ailleurs les autres partis à gauche – ses rapports avec elles dans la prééminence du politique.

Côté C.G.T, le plus grave a sans doute été la méfiance et parfois l'hostilité manifestées en interne pendant toutes ces années par une partie importante des responsables et militants de la CGT envers leurs propres camarades socialistes.

Finalement l'histoire des rapports C.G.T – P.S dans cette période, apparaît comme celle des grandes occasions gâchées, qui ont sans doute privé les salariés de France des conquêtes sociales après lesquelles ils courent encore aujourd'hui.

Gérard Gaumé